

La veille des vacances estivales, le 25 juillet, le Président de l'Université, annonçait au personnel l'organisation en octobre prochain des **1ères Assises Universitaires de Normandie**. Ce grand rendez-vous démocratique et participatif devra permettre d'aboutir à « un projet ambitieux » de fusion tout en veillant « à conserver les équilibres territoriaux et à maintenir et développer un service public d'enseignement supérieur et de recherche normand de qualité au plus près des usagers ». Le fameux « en même temps » macronien, où on peut dire tout et son contraire, dans la même phrase. Avec le sourire et sans ciller. Gouverner, c'est un métier !

Rappelons que ce « projet ambitieux », maintenant défendu par les présidences de Caen et Rouen, risque de voir le jour en raison de la **pression exercée conjointement par la Préfète de Région, le Recteur d'Académie et le Président de Région**. Ce dernier, déplorant le déclasserement et la perte d'ambition de l'ESR en Normandie, lançait même un ultimatum en mars 2018 aux exécutifs universitaires : en l'absence d'une « vision partagée et assumée d'ici le mois d'avril » sur la fusion, il se réservait « la possibilité de suspendre l'octroi de subventions régionales ». Menace au porte-feuille on ne peut plus explicite... et payante !

Dans une réponse commune à Morin-le-Conquérant, les Présidents et Directeurs de l'ESR dans la Région s'engageaient à construire l'Université de Normandie, **fusion des établissements** s'effectuant par l'intermédiaire d'une « **spécialisation relative** » des sites. Une réallocation des moyens étant difficile en raison du statut de fonctionnaire des agent.e.s (que fait Macron ?), il s'agirait de s'appuyer sur un financement régional (25 millions d'euros sur 5 ans) pour recruter, par exemple, des chercheur.e.s et enseignant.e.s-chercheur.e.s dans les domaines de spécialités des sites.

Un pas supplémentaire dans le pilotage régionale de la recherche et dans la mise en concurrence des établissements et des disciplines. Dans ce cas, pour des postes de non titulaires, la Région ne s'embarrassant certainement pas avec le recrutement de fonctionnaires. **Précarité et concurrence « en même temps » que qualité et proximité...** Dans tous les services publics où des restructurations ont eu lieu, à plus forte raison dans un contexte d'austérité, les effectifs d'agent.e.s ont diminué « en même temps » qu'augmentait la charge de travail individuelle et collective du personnel.

Entre sélection, désorganisation et surcharge de travail : ça suffit !

Le « **ParcourSup du combattant** » se termine – enfin ! - pour les étudiant.e.s et les équipes pédagogiques. Il aura fallu attendre mi septembre pour que l'ensemble des filières ait une vision (à peu près) définitive des effectifs étudiants. On ne peut s'empêcher d'avoir **une pensée pour les collègues en charge de la réalisation des emplois du temps** qui ont dû faire des ajustements quotidiens ou revoir l'ensemble de l'architecture parce que les effectifs avaient bougé au dernier moment...

Tout est bien qui finit bien, on nous l'avait promis, le Président nous a tenu informé.e.s tout l'été, la ministre s'y était engagée, tout va bien donc. L'ennui, c'est que, à force de le dire, ça devient louche. **Combien d'élèves ont été rebuté.e.s par la procédure** et n'ont même pas

cherché à s'inscrire à l'université ? **Combien d'élèves ont été trié.e.s par des algorithmes** sur des critères fumeux voire discriminatoires ? **Combien d'étudiant.e.s vont quitter une formation qui leur a été imposée ou qu'elles ont choisie par défaut ?** De tout cela nous n'en saurons rien, une nouvelle année commence, merci à tou.te.s...

Comme les années précédentes, **les effectifs d'étudiant.e.s augmentent et le nombre d'agent.e.s BIATSS et Enseignant.e.s diminuent** (sans que l'on sache d'ailleurs de combien – la réalité dérange, effaçons-la !). Comme les années précédentes, **il faudra faire plus et mieux avec moins**. Comme les années précédentes, les équipes seront remerciées pour leur investissement et pour leur sens du service public.

Combien de temps allons-nous encore supporter la dégradation de nos conditions de travail ?

Les collègues de l'UFR Humanités et Sciences Sociales s'organisent et passent à la grève en revendiquant « Un plan pour l'emploi à l'UFR HSS ».

A quand des AG dans toutes les composantes de l'Université de Caen ?

A quand un plan pour l'emploi et l'amélioration des conditions de travail de toutes et tous à l'Université de Caen ?

SUD Éducation – Solidaires